

**Climat - COP24 - Un an après le
premier One Planet Summit :
actions et mobilisation pour le
climat - Communiqué de presse du
ministère de la transition écologique
et solidaire**
(Paris, 13 décembre 2018)

Il y a un an, le 12 décembre 2017, 60 chefs d'Etat et plus de 4 000 participants issus du secteur privé et de la finance, d'institutions internationales et de la société civile se sont réunis à Paris à l'initiative du Président Emmanuel Macron, de l'ONU et de la Banque mondiale.

À l'origine du premier Sommet One Planet, le 12 décembre 2017, il y avait un constat : sans engagements chiffrés, sans mesures concrètes, sans une mobilisation conjointe des gouvernements, des villes, des entrepreneurs, des financiers, des associations, l'Accord de Paris ne pourra être mis en oeuvre selon un calendrier compatible avec le rythme des dérèglements climatiques. Face à l'urgence, cette initiative inédite, portée avec l'ONU, la Banque mondiale, l'Union européenne et de nombreux partenaires, a vocation à amplifier les financements de projets en ligne avec nos engagements climatiques et environnementaux, en impliquant les acteurs publics et privés sur le terrain.

Les engagements pris lors du One Planet Summit sont suivis de façon transparente. Il s'agit de s'assurer qu'ils sont bien réalisés et qu'ils produisent des effets bénéfiques pour l'environnement. À travers cette méthode, nous souhaitons renforcer la coopération et la confiance entre les Etats et les acteurs qui s'engagent.

Un an après la première édition du One Planet Summit, une trentaine d'actions ont été lancées autour de 4 piliers : le climat, la mobilisation des financements, auxquels se sont ajoutés la protection des océans et de la biodiversité. Les premiers résultats démontrent que notre approche fait ses preuves. Parce que nous souhaitons pousser ces initiatives encore plus loin et en susciter davantage, nous avons lancé le One Planet Lab. Il réunit des personnalités réputées pour leur expertise et leur détermination à agir en faveur de l'environnement qui se chargeront d'identifier des solutions innovantes et de créer de nouvelles coalitions.

Les coalitions du One Planet Summit se réuniront le 14 mars 2019 à Nairobi, pour une troisième édition centrée sur les initiatives en faveur de la protection de l'environnement et la transition sur le continent africain.

"Nous ne sommes pas simplement ici pour faire des promesses devant les caméras mais pour être redevables. Ce que nous avons annoncé le 12 décembre, nous nous y tiendrons et nous rendrons des comptes et ici nous serons capables de juger ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas" Emmanuel Macron, 26 Septembre 2018, seconde édition du One Planet

DES ACTIONS POUR REDIRIGER LES FINANCEMENTS PUBLICS ET PRIVÉS EN FAVEUR DE LA TRANSITION

Conformément à l'engagement pris par les banques de développement, à aligner leurs financements avec les objectifs de l'Accord de Paris, les membres d'IDFC et les Banques multilatérales de développement ont affiché des chiffres de financement climat en hausse.

. Concrètement, les banques de développement s'attachent à financer davantage les projets permettant de limiter le changement climatique et de mieux maîtriser ses effets.

. En 2017, les Banques multilatérales de développement ont mobilisé 35,2 milliards de dollars pour le climat et le groupe des banques de développement IDFC 195 milliards de dollars, des augmentations respectives de 28% et de 23% par rapport à 2016.

En août 2018, 424 entreprises et organisations prennent en compte les recommandations du réseau Task Force on Climate related Financial Disclosure (TCFD) et s'engagent à rendre public leur exposition au risque climat et les stratégies mises en oeuvre pour y faire face. Ces informations permettent ensuite aux investisseurs d'intégrer ces risques dans leur stratégie d'investissement et ainsi de financer les entreprises les plus vertueuses en matière de protection de l'environnement. 279 investisseurs sont ainsi membres de la Coalition 100+ qui pousse les 161 entreprises cotées les plus émettrices de CO₂ à s'engager en faveur du climat. 18% des entreprises visées ont ainsi adopté les recommandations de la TCFD et 22% ont pris des engagements afin de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre.

Le groupe de travail des fonds souverains - One Planet Sovereign Wealth Funds, constitué de 6 des plus importants fonds souverains mondiaux (Norvège, Nouvelle-Zélande, Emirats, Koweït, Arabie saoudite et Qatar, représentant 3 trillions d'USD) s'est accordé sur un cadre d'investissement durable. Ces fonds s'engagent à encourager les entreprises dans lesquelles ils investissent à intégrer le risque du changement climatique et présenter des données publiques sur leur stratégie bas-carbone. Par ce biais, ils visent à rediriger leurs investissements en faveur d'une économie moins polluante et meilleure pour la planète.

Pourquoi c'est important ?

Pour financer la transition, nous devons réorienter massivement les flux financiers publics et privés pour investir dans une économie bas-carbone et des infrastructures durables. Cette réorientation de l'ensemble des flux financiers fait d'ailleurs partie explicitement de l'Accord de Paris, qui vise notamment à les rendre compatibles avec un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

DES ACTIONS POUR LUTTER CONTRE LE RECHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET S'Y ADAPTER

Après avoir sélectionné 17 boursiers en 2017, l'initiative "Make Our Planet Great Again" a financé 14 nouvelles bourses en 2018. En s'attachant à trouver des réponses pour limiter le changement climatique et s'y adapter, ces doctorants mettent la recherche au service de l'agenda des solutions. Par exemple, Javed Ali (Inde) à l'Institut des Géosciences de l'Environnement de Grenoble, associe toutes les parties prenantes pour comprendre l'impact des crues soudaines sur les populations et améliorer la prévention de ce phénomène en augmentant ces dernières années.

Un premier démonstrateur de l'Observatoire Spatial du Climat a été lancé par le CNES en juin dernier. Il permet l'observation des phénomènes liés au changement climatique et fournit aux décideurs un outil pour mesurer les risques climatiques. Des plateformes interactives ont ainsi été développées au Maroc pour permettre une meilleure gestion des ressources en eau. L'objectif est de faciliter l'accès des décideurs nationaux comme régionaux à des informations clés (stocks disponible, zones de sécheresse etc.).

Lancée conjointement par le Premier ministre indien et le président de la République française à la COP21, l'Alliance Solaire Internationale (ASI), grâce à un déploiement massif de l'énergie solaire, contribue à la mise en oeuvre de l'Accord de Paris. L'objectif est de mobiliser les 1000 milliards de dollars nécessaires pour développer 1 TW d'énergie solaire en 2030.

- En septembre 2018, le Togo accompagné du Benin, du Burkina Faso, du Gabon, du Mali et du Niger ont lancé l'initiative de Lomé, avec pour objectif d'harmoniser et de simplifier les cadres réglementaires et contractuels afin d'accélérer les investissements dans l'énergie solaire.

- Lancé au sommet de l'ASI, le Programme Solar Training Application Resource Center (STAR-C) vise à établir un réseau de centres de formation, de certification et de R&D pour développer les compétences nécessaires au déploiement du solaire. Une trentaine de centres existants rejoindront ce réseau. La fondation Schneider Electric contribuera à former près de 10 000 jeunes techniciens.

Pourquoi c'est important ?

Les gaz à effet de serre émis par les activités humaines pour produire, consommer ou se déplacer impactent durablement l'environnement et sont les principaux responsables du réchauffement climatique. La recherche et l'innovation sont essentielles pour mieux comprendre l'impact de ce changement mais aussi développer les solutions pour assurer la transition vers une économie bas-carbone.

DES ACTIONS POUR PROTEGER LA BIODIVERSITE ET RESTAURER LES TERRES DEGRADEES

Le Fonds de lutte contre la dégradation des terres et la désertification sera opérationnel d'ici la fin de l'année.

. L'objectif de ce fonds mixant des financements publics et privés, est de soutenir les projets de conservation des sols et d'agriculture soutenable à travers le monde. En protégeant les terres dégradées, le fonds contribue à lutter contre le changement climatique et à préserver la biodiversité.

. À ce stade, l'AFD et la Banque européenne d'investissements ont annoncé leur contribution, ainsi que Fondation, BNP Paribas Cardif, Garance, Fondation de France et Natixis permettant de mobiliser 100 millions de dollars.

. 10 projets sont en cours d'instruction et seront financés à partir de l'an prochain : projet d'agroforesterie au Pérou, plantation de teck durable au Ghana, etc.

Dans le cadre du Tropical Landscape Financing Facility, porté par BNP Paribas et le Programme des Nations unies pour l'environnement, un programme pour la restauration des terres a été financé à hauteur de 95 millions de dollars dans deux régions d'Indonésie (Jambi et East Kalimantan Estates).

. Le programme concerne 90.000 hectares de terres dont 41.000 seront consacrés à la production de caoutchouc durable et 49.000 à un projet de conservation pour la protection des ressources et des espèces locales (géré par le WWF). Parmi ces 49.000 hectares se trouve une zone située à proximité du Parc National du Bukit Tigapuluh, habitat de plusieurs espèces en voie de disparition.

. 2 000 personnes sont employées à ce stade et ont contribué à la plantation de 19.000 hectares de caoutchouc durable. Le projet devra bénéficier à terme à 24.000 fermiers locaux.

Pourquoi c'est important ?

L'augmentation de la population, les changements de mode de consommation mais aussi les effets du dérèglement climatique accélèrent la désertification et la dégradation des terres. Aujourd'hui, 75% de la surface de la terre est déjà dégradée en raison d'une pression sur les ressources naturelles et plus de 90% pourrait l'être d'ici 2050. Or, les forêts et les sols, au même titre que les océans assurent notre subsistance.

DES ACTIONS POUR PROTEGER LES OCEANS ET LES ZONES CÔTIÈRES

Dans le cadre du "Climate-Smart Accelerator", soutenu à hauteur de 1 milliard de dollars par la Banque Interaméricaine de développement, plusieurs programmes pilotes ont été lancés pour améliorer la capacité des îles à faire face aux effets du changement climatique :

. Un programme pilote de 300 millions de dollars pour rendre les villes de l'Île de Grenade

plus résilientes;

- . Un programme, en partenariat avec Airbnb, favorisant l'accueil gratuit des réfugiés à la suite des catastrophes climatiques;
- . 2 millions de dollars pour soutenir les efforts du Belize dans sa protection des océans et son soutien aux entrepreneurs innovants - comme Algas Organics qui s'attaque à la problématique des sargasses en les transformant en fertilisant.

L'initiative Pacifique pour le Climat, la Biodiversité et la Résilience, rassemble 5 grands bailleurs (France, Commission Européenne, Nouvelle Zélande, Australie, Canada) engagés à mobiliser plus de 27 millions d'euros pour conserver et restaurer la biodiversité marine et terrestre. Il s'agit également de réduire la vulnérabilité des populations face aux impacts du dérèglement climatique. Elle propose un modèle innovant de financement et un guichet unique sur le terrain pour mener des actions rapides au bénéfice des communautés du Pacifique.

- . Dès 2018, 3 millions d'euros ont été mobilisés pour renforcer les capacités de gestion des déchets (débris marins, huiles usagées et déchets post-catastrophe) de 12 territoires du Pacifique.
- . 15 pays pourront bénéficier à partir de 2019 de soutien technique et financier dans les domaines de la gestion intégrée des zones côtières, la lutte contre les espèces invasives, la restauration écologique des habitats naturels comme les récifs coralliens.

Pourquoi c'est important ?

Chaque année, plus de 25% du CO₂ émis par l'activité humaine est absorbé par l'océan. Véritable "régulateur" de notre climat, celui-ci est aussi un des fournisseurs de l'oxygène dont nous avons besoin pour vivre. Mais les émissions de CO₂ grandissantes, la surpêche ou encore la pollution dégradent les écosystèmes marins, rendant les territoires insulaires de plus en plus vulnérables aux événements extrêmes, décuplés par le changement climatique./.

(Source : site Internet du ministère de la transition écologique et solidaire)